

trop religieuse à leurs yeux, de M. Sagasta, autant le parti conservateur y était opposé. Il trouvait cette politique molle, inconséquente, incapable d'enrayer le mouvement socialiste et révolutionnaire.

M. Maura, ministre modéré, se sépara du gouvernement. A la rentrée des chambres, M. Silvela, représentant du parti catholique, jugea le temps venu de déclarer la guerre au cabinet.

La crise ministérielle entra dans la phase aiguë.

M. Sagasta résigna comme premier ministre.

Alphonse XIII, à la grande surprise de tous, ne voulut pas accepter sa démission. Il le pria, au contraire; de rester à la tête du gouvernement, fit des instances et assura M. Sagasta qu'il lui laisserait une liberté entière dans le choix de ses collègues et l'exécution de son programme.

Etait-ce, de la part du jeune souverain, un acte de faiblesse ou un pas de clerc ? Beaucoup l'ont pensé.

D'autres y virent simplement une preuve d'habileté et de haute diplomatie. Les événements qui suivirent semblent donner raison à ceux-ci.

En appelant immédiatement le chef des conservateurs à former un nouveau ministère, Alphonse XIII avait à craindre qu'une forte et puissante coalition, composée des radicaux et des amis de M. Sagasta, ne se formât aussitôt contre M. Silvela et ne le renversât du pouvoir. Dans ce cas, le roi aurait été dans la nécessité, d'après la constitution de recourir au parti radical.

Il ne le voulait pas.

Alphonse XIII, guidé sans doute, en ces conjonctures difficiles, par la reine mère, préféra démontrer, par la suite des événements, que seul le parti conservateur représente encore aujourd'hui l'idée et le sentiment national en Espagne.

Il attendit donc pour confier au chef de ce parti, M. Silvela, les rênes du gouvernement une heure plus favorable. En ne précipitant pas les choses, Alphonse espérait rallier finalement les